

peu de la manière dont vous avez conduit ces négociations importantes, tel qu'il appert par les documents déposés sur le bureau de la Chambre, en réponse à l'adresse que j'ai eu l'honneur de proposer au commencement de la session.

Votre opération à New-York restera légendaire. En premier lieu, l'idée de contracter l'emprunt à New-York n'était pas heureuse. Un peu plus de réflexion vous aurait fait prévoir que vous vous exposiez à des mécomptes dont l'intérêt de la province pourrait souffrir. D'abord, tout le monde sait que New-York n'est pas un marché bien favorable pour le placement des emprunts d'Etats. La raison en est très facile à comprendre. Sans doute que la métropole de la République américaine est une ville très riche. Elle fait d'étonnants progrès, et elle peut espérer devenir la plus grande cité de l'univers. Mais les Etats-Unis ne sont pas un pays où l'on prête beaucoup à l'étranger, et pourquoi ? Parce que les immenses travaux d'améliorations qui se font tous les ans sur la surface entière du territoire de la République, absorbent l'épargne nationale et ont largement besoin des capitaux du dehors. Quand l'on sait qu'il se dépense jusqu'à \$400,000,000 annuellement aux Etats-Unis pour la construction seulement de nouveaux chemins de fer, et de 60 à \$70,000,000 dans la seule ville de New-York pour la construction de nouvelles maisons, on n'est pas surpris que nos voisins aient constamment besoin de tous les capitaux que leurs puissantes industries, manufacturière et agricole, et l'activité de leur mouvement commercial puissent accumuler.

Les deux grands marchés aux capitaux du monde sont à Londres et à Paris. Une statistique récente porte jusqu'à \$500,000,000 l'accumulation annuelle des capitaux en Angleterre disponibles pour placements dans le Royaume-Uni et au dehors. L'Angleterre a plus de dix milliards de piastres placées à l'étranger et dans ses colonies. A un intérêt moyen de quatre pour cent, c'est un revenu annuel de quatre cent millions de piastres qui arrivent dans le Royaume-Uni de toutes les parties du monde. Les nouvelles entreprises sur le territoire si encombré et si peu étendu

de la Grande-Bretagne, ne sauraient absorber tout ce capital, qui reprend en grande partie le chemin de l'étranger, à la recherche de placements aussi profitables que ceux qui l'ont produit.

Rien ne prouve mieux ma prétention que le marché de New-York n'est pas aussi avantageux que ceux de Londres et de Paris, que le fait de la différence que l'on constate régulièrement dans les cours des mêmes titres sur ces marchés. En voici des exemples frappants. Nos valeurs canadiennes n'occupent pas une situation aussi favorable sur le marché de New-York, que sur celui de Londres. Ainsi la semaine dernière, le 12 juin courant, les actions de la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique étaient cotées à 57½ à Londres, et seulement à 55½ à New-York, une différence de 2½ pour cent en moins. Il en est ainsi pour les valeurs américaines elles-mêmes, qui commandent aussi des cours plus élevés à Londres qu'à New-York. Les titres de la puissante compagnie de chemin de fer le New-York Central étaient, le 13 juin courant, cotés à 106½ à Londres, et à 104½ seulement, à New-York, une différence de 2½ pour cent en moins.

La première faute du gouvernement dans les négociations de l'emprunt, a été de s'imaginer pouvoir obtenir des conditions plus avantageuses à New-York qu'à Londres ou à Paris. Entré dans cette voie, il a joué de malheur. Je me sens guère disposé à être sévère dans ma critique, tant j'apprécie combien ont dû être cruelles les trances par lesquelles il a passé, depuis la fin d'août 1887 jusqu'au commencement de janvier dernier. Ce sont des mois bien longs dont, j'en suis convaincu, il conservera un souvenir à la fois pénible et impérissable.

Le représentant d'un syndicat de New-York est venu faire, au sujet de l'emprunt, une proposition que le ministre a trouvée mirobolante. Il offrait 94 pour cent pour des débentures à 3½ d'intérêt. Ce qui étonne, c'est que l'on ait cru un instant qu'il fût possible de placer un emprunt de la province à de semblables conditions sur le marché de New-York. Il me semble que la nature même de l'offre aurait dû mettre le gouvernement sur ses gardes, et l'engager à se demander si réellement il